

DOCUMENT D'INFORMATION SUR UN PAYS

PAKISTAN

Décembre 2006

Direction des recherches
Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Avertissement

Le présent document a été préparé par la Direction des recherches de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada à l'aide de renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les informations présentées sont référencées. Le document ne prétend pas faire le traitement exhaustif du pays étudié, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande d'asile particulière.

Pour toute information sur les événements récents, veuillez communiquer avec la Direction des recherches.

TABLE DES MATIÈRES

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

2. CONTEXTE POLITIQUE

3. PARTIS POLITIQUES

4. GROUPES ARMÉS ET AUTRES ACTEURS NON ÉTATIQUES

5. PERSPECTIVES D'AVENIR

NOTES DE FIN DE DOCUMENT

BIBLIOGRAPHIE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nom officiel

République islamique du Pakistan

Géographie

Situé dans l'Asie du Sud, le Pakistan a une superficie totale de 796 095 km²^A. Il partage ses frontières avec l'Inde à l'est, l'Afghanistan et l'Iran à l'ouest et la Chine au nord-est. Le climat est surtout chaud et sec. Les régions montagneuses sont froides en hiver.

Population et densité

Population : 165 803 560 (estimation de juillet 2006)

Densité : 191,6 par km² (1^{er} janvier 2005)

Principales villes et populations

Karachi, 9 339 093; Lahore, 5 143 495; Faisalabad, 2 008 861; Rawalpindi, 1 409 768; Multan 1 197 384; Hyderabad, 1 166 894; Gujranwala, 1 132 509; Peshawar, 982 816; Islamabad (capitale) 529 180 (Recensement de 1998)^B.

Langues

L'ourdou (8 %) est la langue officielle. Les autres langues sont le pendjabi (48 %), le sindhi (12 %), le siraiki (10 %), le pachtou (8 %), le baloutchi (3 %), l'hindko (2 %) et le brahoui (1 %). L'anglais, largement répandu au sein du gouvernement et dans l'élite pakistanaise, le farsi, le burushaski et d'autres langues interviennent pour 8 %.

Religions

L'islam est la religion d'État, pratiquée par approximativement 97 % de la population (sunnites, 77 %; chiites, 20 %). Le 3 % qui reste est composé surtout d'hindous ou de chrétiens.

Groupes ethniques

Pendjabis, Sindhis, Pachtounes, Baloutchis et Mouhajirs.

Démographie (estimation de 2006 sauf indication contraire)

Taux de croissance démographique : 2,09 %

Taux de mortalité infantile : 70,45 décès / 1 000 naissances vivantes

Espérance de vie à la naissance : 63,39 ans

Taux de fécondité : 4 enfants nés / femme

Taux d'alphabétisation (% de 15 ans et plus qui savent lire et écrire) : 61,7 % des hommes, 35,2 % des femmes (2004)

^A Ce chiffre ne comprend pas le territoire contesté du Cachemire.

^B Il y a eu certaines oppositions au recensement concernant le sous-dénombrement dans certaines villes. Ainsi, la population de Karachi, d'après les détracteurs du recensement, était évaluée à 15 millions.

Devise

Roupie pakistanaise (PKR)

PKR 54,32 = 1,00 CAD¹

Fêtes nationales

2006 : 10 janvier (Aïd el-Adha, fête du sacrifice), 31 janvier (Muharram, Nouvel An islamique), 9 février (Ashoura), 23 mars (Jour du Pakistan), 11 avril (Milad un-Nabi, naissance du Prophète), 1^{er} mai (fête du Travail), 14 août (Jour de l'Indépendance), 6 septembre (Jour de la défense du Pakistan), 11 septembre (date anniversaire du décès de Quaid-e-Azam), 24 septembre (début du Ramadan), 24 octobre (Aïd el-Fitr, fin du Ramadan), 9 novembre (Jour d'Allama Iqbal), 25 décembre (anniversaire de la naissance de Quaid-e-Azam), 31 décembre (Aïd el-Adha, fête du sacrifice).

2007 : 20 janvier (Muharram, Nouvel An islamique), 29 janvier (Ashoura), 20 mars (Milad-un-Nabi, naissance du Prophète), 23 mars (Jour du Pakistan), 1^{er} mai (fête du Travail), 14 août (Jour de l'Indépendance), 6 septembre (Jour de la défense du Pakistan), 11 septembre (date anniversaire du décès de Quaid-e-Azam), 13 septembre (début du Ramadan), 13 octobre (Aïd el-Fitr, fin du Ramadan), 9 novembre (Jour d'Allama Iqbal), 20 décembre (Aïd el-Adha, fête du sacrifice), 25 décembre (anniversaire de la naissance de Quaid-e-Azam)^C.

Chef de l'État

Président : Général Pervez Musharraf (depuis le 20 juin 2001)^D

Chef du gouvernement

Premier ministre : Shaukat Aziz (depuis le 28 août 2004)

Forme de gouvernement

Le Pakistan est une république fédérale. Le président, qui doit être musulman, est le chef de l'État et est élu par un collège électoral du Parlement et des quatre assemblées provinciales pour un mandat de cinq ans. Le président peut remplir au maximum deux mandats consécutifs. La législature fédérale est le bras législatif du gouvernement du Pakistan. Le premier ministre est le chef du gouvernement et est choisi par la chambre basse de la législature fédérale.

Structure législative

La structure législative est bicamérale. L'Assemblée nationale (chambre basse) compte 342 membres élus par l'ensemble de la population pour des mandats de cinq ans. Le Sénat (chambre haute) compte 100 membres nommés pour des mandats de six ans. Les sénateurs sont choisis parmi les membres des assemblées provinciales du Pakistan (voir plus loin, Divisions administratives).

^C Certaines dates varient d'un jour ou deux en raison du calendrier lunaire islamique.

^D Le président Musharraf portait auparavant le titre de dirigeant en chef du Pakistan depuis le 14 octobre 1999 (voir section 2 – Contexte politique).

Divisions administratives

Le Pakistan compte quatre provinces (Sindh, Baloutchistan, Pendjab et Province frontalière du Nord-Ouest), en plus du territoire de la capitale Islamabad et des régions tribales sous administration fédérale.

Système judiciaire

Le système judiciaire comprend la Cour suprême, les cours supérieures provinciales et les tribunaux spécialisés s'occupant d'infractions particulières concernant par exemple les stupéfiants et la circulation. Le président choisit le juge en chef de la Cour suprême et, en consultation avec le juge en chef, les autres juges de la Cour suprême. Le Pakistan a également une Cour fédérale de la charia, chargée de décider si les lois pakistanaises sont conformes à l'Islam. De plus, le bureau du Wafaqi Mohtasib (ombudsman) s'efforce de promouvoir de bonnes relations entre le gouvernement et les citoyens du Pakistan.

Élections

Les citoyens de 18 ans et plus élisent au suffrage universel les membres de l'Assemblée nationale. Des 342 sièges, 60 sont réservés aux femmes et 10, aux minorités religieuses. Lors de la dernière élection, le 10 octobre 2002, les résultats étaient les suivants :

Ligue musulmane du Pakistan (Pakistan Muslim League – PML) (Quaid-e-Azam), 118 sièges; Parlementaires du Parti du peuple pakistanais (Pakistan's People's Party Parliamentarians – PPP), 81 sièges; Muttahida Majlis-e-Amal (MMA), 60 sièges; PML (Nawaz), 19 sièges; Mouvement national unifié (Muttahida Qaumi Movement – MQM), 17 sièges; Alliance nationale (National Alliance), 16 sièges; PML (fonctionnelle Pir Pagara), 5 sièges; PML (Junejo), 3 sièges; Parti du peuple pakistanais (Pakistan's People's Party – PPP) (Sherpao), 2 sièges; Parti national du Baloutchistan (Balochistan National Party – BNP), 1 siège; Tehrik-e-Insaf du Pakistan, 1 siège; PML (Zia-ul-Haq), 1 siège; Parti Jamhoori Watan (Jamhoori Watan Party), 1 siège; Mouvement Muhajir Qaumi (Muhajir Qaumi Movement), 1 siège; Awami Tehreek du Pakistan, 1 siège; indépendants, 14 sièges et 1 siège vacant^E.

En ce qui a trait au Sénat, 88 des 100 membres sont élus par les membres des quatre législatures provinciales, 8 sont élus par les délégués des régions tribales sous administration fédérale et 4 par les représentants de la capitale fédérale. Les sénateurs sont élus, la moitié tous les trois ans, pour un mandat de six ans. La dernière élection sénatoriale a eu lieu le 6 mars 2006 et a donné les résultats suivants :

PML (Quaid-e-Azam), 38 sièges; MMA, 17 sièges; PPP, 9 sièges; MQM, 6 sièges; PML (Nawaz), 4 sièges; PPP (Sherpao), 3 sièges; Parti Pakhtoonkwha Milli Awami (Pakhtoonkwha Milli Awami Party), 3 sièges; Parti national Awami (Awami National Party), 2 sièges; BNP (Awami), 1 siège; BNP (Mengal), 1 siège; Parti Jamhoori Watan,

^E Selon le Secrétariat des pays du Commonwealth, l'élection du 10 octobre 2002 reflétait la volonté populaire. Toutefois, on a soulevé des réserves concernant l'équité générale des procédures. À titre d'exemple, on a signalé des cas où certaines femmes de la Province frontalière du Nord-Ouest se sont simplement vu refuser le droit de voter. Selon *The Europa World Yearbook 2006*, les observateurs électoraux de l'Union européenne (UE) ont constaté de graves problèmes dans le processus électoral.

1 siège; Jamiat-e-Ulema-e-Islam, 1 siège; Alliance nationale, 1 siège; PML (fonctionnelle Pir Pagara), 1 siège et indépendants, 12 sièges.

Défense

Le service militaire est volontaire. L'âge d'admissibilité est de 16 ans, mais les soldats doivent attendre d'avoir 18 ans pour aller au combat. En août 2005, les forces armées du Pakistan avaient un effectif de 619 000 personnes :

Armée :	550 000
Marine :	24 000
Force aérienne :	45 000

Les forces paramilitaires comptent jusqu'à 302 000 membres, y compris 185 000 membres de la Garde nationale.

Le budget 2005 de la défense était de 222 milliards de PKR (4 222 440 000 CAD)².

Médias

L'article 19 de la Constitution de 1973 garantit la liberté de parole et d'expression des citoyens ainsi que la liberté de presse. Toutefois, ces droits peuvent être restreints dans des circonstances particulières, par exemple dans l'intérêt de l'Islam, de la sécurité du Pakistan, des bonnes relations avec l'étranger, l'ordre public ou la moralité.

On recense au Pakistan plus de 400 quotidiens. Les journaux à grand tirage sont : *Daily Jang* (ourdou), *Nawa-i-Waqt* (ourdou et anglais), *Dawn* (anglais et gujarati), *Jasarat* (ourdou), *The Nation* (anglais) et *Frontier Post* (anglais).

En 2003, on recensait au Pakistan environ 28,6 millions de postes de télévision, 800 000 ordinateurs personnels et 1,5 million d'utilisateurs d'Internet.

Indice du développement humain (IDH) des Nations Unies et rang du pays^F

Valeur : 0,539/1 (2004)

Rang : 134 sur 177 pays (2004)

Indicateur des disparités entre les sexes dans le développement humain (IDSDH) et rang du pays^G

Valeur : 0,513 (2004)

Rang : 105 sur 136 pays (2004)

^F L'IDH est une mesure composite du développement humain dans un pays, fondée sur l'espérance de vie, les niveaux d'alphabétisation et d'instruction de même que le niveau de vie. Les valeurs sont les suivantes : 0,800 et plus (développement humain élevé), 0,500-0,799 (développement humain moyen) et 0,500 et moins (indice de développement humain faible). Les pays sont classés par ordre décroissant en fonction de leur valeur de l'IDH.

^G L'IDSDH redresse le classement de l'IDH pour tenir compte des inégalités entre les hommes et les femmes.

Population sous le seuil de la pauvreté

32,6 % (1990-2003)

Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International^H

Note : 2,2/10 (2006)

Rang : 142 des 163 pays recensés (2006)

Baromètre mondial de la corruption (BMC)^I de Transparency International

Partis politiques, 4,0; parlement/législature, 3,9; entreprises/secteur privé, 3,6; police, 4,4; système législatif/judiciaire, 3,8; médias, 3,6; recettes fiscales, 3,9; services médicaux, 3,4; système d'éducation, 3,1; militaire, 3,1; services publics, 3,8; enregistrement et services de permis, 3,9; ONG, 3,4 et organismes religieux, 2,8.

[Renseignements compilés à partir des sources suivantes : Secrétariat des pays du Commonwealth 2002; *Ethnologue: Languages of the World* 2005; *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006; *Pakistan 2006*; *Pakistan 1973*; *Political Handbook of the World: 2005-2006* déc. 2005; Transparency International 7 déc. 2006; *ibid.* 7 nov. 2006; ONU 2006; É.-U. 19 sept. 2006]

2. CONTEXTE POLITIQUE

Général Pervez Musharraf

Le 12 octobre 1999, l'ancien premier ministre Nawaz Sharif a tenté de remplacer le chef de l'état-major de l'armée, le général Pervez Musharraf, alors que ce dernier se trouvait au Sri Lanka³. En apprenant l'intention de M. Sharif, M. Musharraf est revenu par avion au Pakistan⁴. M. Sharif avait donné des ordres visant à interdire l'atterrissage de l'avion de M. Musharraf, mais, désobéissant aux ordres de M. Sharif, l'armée est intervenue et a pris le contrôle de l'aéroport⁵. M. Sharif et son cabinet ont été par la suite arrêtés⁶. Le 14 octobre 1999, M. Musharraf a déclaré l'état d'urgence et assumé la fonction de dirigeant en chef du Pakistan⁷. De plus, M. Musharraf a suspendu l'application de la constitution et fait connaître ses priorités en tant que nouveau dirigeant, soit de redresser la situation économique du Pakistan, de lutter contre la corruption et de renforcer la démocratie⁸. En avril 2000, l'ancien premier ministre, M. Nawaz Sharif, a été condamné à l'emprisonnement à vie pour détournement d'avion et terrorisme, relativement à son rôle dans l'interdiction d'atterrissage de l'avion de M. Musharraf⁹. En décembre 2000, la condamnation pour terrorisme a été rescindée et M. Musharraf a réhabilité M. Sharif¹⁰, lequel a quitté le Pakistan pour vivre en exil en Arabie Saoudite¹¹.

^H L'IPC de Transparency International repose sur des données d'enquête composites provenant de 16 enquêtes par sondage et de 10 institutions indépendantes. Les données reflètent les perceptions des gens d'affaires résidents et non résidents et des analystes du pays. Les notes varient de 0 (très corrompu) à 10 (très intègre). En fonction de leur note, les pays sont classés par ordre du pays le moins corrompu (1) au pays le plus corrompu (159).

^I Le BMC de Transparency International est un sondage d'opinion utilisé pour évaluer la perception de la population au regard de la corruption dans leur propre État. La note va de 1 (non corrompu) à 5 (extrêmement corrompu).

En mai 2000, la Cour suprême a statué que même si le coup d'État d'octobre 1999 de M. Musharraf était « hors constitution », il était légitime¹². La Cour suprême a également conclu que les élections pour les assemblées nationale et provinciales pourraient se tenir au plus tard en octobre 2002¹³. M. Musharraf a indiqué son acceptation de cet échéancier le 25 mai 2000¹⁴. Le 21 juin 2001, M. Musharraf a dissous le Parlement et les législatures provinciales et s'est proclamé président du Pakistan¹⁵. Il a également planifié un référendum pour le 30 avril 2002, dans lequel les électeurs décideraient s'ils souhaitent prolonger sa présidence jusqu'en 2007¹⁶. Même si 97,7 % des votes exprimés lors du référendum étaient favorables au prolongement du mandat de président de M. Musharraf, des irrégularités électorales ont été signalées et les partis d'opposition ont rejeté le résultat¹⁷.

Le Décret servant de Cadre juridique (DCJ)

Le 21 août 2002, M. Musharraf a promulgué le Décret servant de Cadre juridique (DCJ) comportant 29 amendements à la constitution¹⁸. Le DCJ prévoyait la création d'un Conseil permanent de la sécurité nationale (CSN) à titre d'institution civilo-militaire, une augmentation du nombre de sièges à l'Assemblée nationale et au Sénat ainsi que des pouvoirs présidentiels considérablement élargis¹⁹. Le DCJ a accordé au président le pouvoir de renvoyer le Cabinet, de dissoudre l'Assemblée nationale, de prolonger son mandat présidentiel et de sélectionner les gouverneurs provinciaux et les juges de la Cour suprême²⁰.

Les PPPP et le MMA se sont opposés au DCJ et ont demandé au président Musharraf de démissionner de son poste de chef de l'état-major de l'armée²¹. Pour contrer l'opposition au DCJ, M. Musharraf a conclu un accord avec le MMA dans lequel il abandonnerait son titre dans l'armée en décembre 2004²². En décembre 2003, à la suite de la promesse de M. Musharraf, l'Assemblée nationale, sauf les PPPP et la PML (Nawaz), a voté en faveur de la majorité des dispositions du DCJ à titre de 17^e amendement à la constitution du Pakistan²³. Le 30 novembre 2004, tandis que M. Musharraf était à l'extérieur du pays, le président par intérim a signé un projet de loi autorisant M. Musharraf à demeurer à la fois président du Pakistan et chef de l'état-major, contrairement à l'accord conclu en décembre 2003 avec le MMA²⁴.

Inde

Les relations entre le Pakistan et l'Inde sont depuis longtemps au premier plan dans la politique pakistanaise²⁵. Plus précisément, la discorde concernant la mise au point et l'essai d'armes nucléaires et la région contestée du Cachemire sont les points de dissension²⁶. En ce qui a trait au Cachemire, le Pakistan et l'Inde revendiquent tous deux la totalité du territoire²⁷. Depuis 1947, leurs revendications conflictuelles ont entraîné deux guerres indo-pakistanaises²⁸. En 1949, on établissait la Ligne de contrôle (LdC) pour séparer le Cachemire Azad (libre) et les régions du Nord (Cachemire contrôlé par le Pakistan) du Jammu-et-Cachemire (Cachemire contrôlé par l'Inde)²⁹. En décembre 2006, M. Musharraf a fait savoir que si l'Inde acceptait de retirer progressivement ses troupes, autorisait le Cachemire à s'autogouverner et convenait d'une surveillance conjointe de la région, le Pakistan pourrait revenir sur sa revendication territoriale de la région³⁰.

États-Unis (É.-U.)

En 2000, les États-Unis se sont orientés vers des relations plus favorables avec l'Inde, ce qui a freiné la coopération américano-pakistanaise³¹. Toutefois, après les attaques terroristes du 11 septembre 2001, les É.-U. ont tenté d'améliorer leurs relations avec le Pakistan dans le cadre de leur stratégie globale de lutte contre le terrorisme en Afghanistan³². Or, le rapprochement avec les É.-U. était potentiellement risqué pour M. Musharraf, car il risquait d'aliéner des éléments fondamentalistes islamiques pro-talibans de la société pakistanaise³³. Le 19 septembre 2001, M. Musharraf a annoncé qu'il avait autorisé les É.-U. à utiliser l'espace aérien pakistanaise et qu'il collaborerait à la collecte de renseignements³⁴. M. Musharraf a également décidé de [traduction] « ne plus reconnaître » les talibans et a pris des mesures pour empêcher ceux-ci et le personnel d'Al-Qaïda de s'enfuir du Pakistan³⁵. Ces mesures ont servi à exacerber les sentiments anti-américains au Pakistan³⁶. Plus particulièrement, elles ont entraîné une forte résistance à la collaboration avec les É.-U. dans la Province frontalière du Nord-Ouest, les zones tribales sous administration fédérale et le Waziristan (région adjacente à la frontière afghane)³⁷.

Afghanistan

Les relations avec l'Afghanistan sont tendues en raison de la controverse concernant l'appui de M. Musharraf aux activités des talibans et d'Al-Qaïda au Pakistan³⁸. Notamment, la signature de l'accord de paix du 5 septembre 2006 entre le Pakistan et les combattants pro-talibans dans le Nord du Waziristan³⁹ a provoqué des frictions entre le président Musharraf et le président Hamid Karzai de l'Afghanistan⁴⁰. Le pacte de paix stipule que les militants pro-talibans cesseront leurs hostilités contre l'armée et éviteront les combats en Afghanistan⁴¹. En retour, le gouvernement convient de cesser les grandes offensives aériennes et terrestres, de libérer les prisonniers, de retourner les soldats à leurs baraquements et de permettre aux activistes de porter des armes légères⁴². Le président Karzai soutient que, depuis la mise en œuvre de l'accord de paix, la violence en Afghanistan a augmenté⁴³. L'information recueillie par les États-Unis concernant la fréquence de la violence dans la région semble corroborer l'affirmation de M. Karzai⁴⁴.

3. PARTIS POLITIQUES

Parti au pouvoir

Ligue musulmane du Pakistan (Pakistan Muslim League – PML) : La PML a vu le jour en 1962 et s'est depuis périodiquement subdivisée et réorientée⁴⁵. En 2004, la PML a réuni plusieurs de ses factions : la **PML (Quaid-e-Azam) (PML-Q)**, la **PML (Junejo)**, la **PML (fonctionnelle)**, la **PML (Zia-ul-Haq Shaheed)** et la **PML (Jinnah)**⁴⁶. La PML (fonctionnelle) ne fait plus partie de la PML⁴⁷. Au total, la PML unifiée a remporté 127 sièges aux élections d'octobre 2002⁴⁸, la PML-Q obtenant la majorité de ces sièges⁴⁹. M. Chaudhry Shujaat Hussain est le président du parti et M. Shaukat Aziz, membre du parti, est le premier ministre du Pakistan⁵⁰.

Alliance nationale (National Alliance) : Les partis suivants se sont alliés à la PML peu de temps après son unification en 2004⁵¹ :

Parti Millat (Millat Party – MP) : Le MP a été mis sur pied en août 1998 et préconise la création d'une société islamique égalitaire, le respect des droits de la personne, la lutte contre la corruption et un [traduction] « fédéralisme authentique »⁵². Le chef du MP est Farooq Ahmad Khan Leghari⁵³.

Parti national populaire (National People's Party – NPP) : Le NPP a été créé en 1986 par des membres dissidents du PPP et épouse les principes d'équité et de démocratie⁵⁴. Le dirigeant du NPP est Ghulam Mustafa Jatoi⁵⁵.

Parti Awami national (National Awami Party – NAP) : Le NAP a été fondé en 2000 par des membres dissidents du Parti national Awami (Awami National Party – PNA)⁵⁶. Le dirigeant du NAP est Ajmal Khan Khattak⁵⁷.

Alliance démocratique sindh (Sindh Democratic Alliance – SDA) : La SDA a été créée en septembre-octobre 2001 et a établi des liens à l'échelon provincial avec la PML-Q⁵⁸. Les dirigeants de la SDA sont Ghulam Murtaza Jatoi et Arbab Ghulam Rahim; M. Rahim est à la fois le vice-président de la PML et le ministre principal de la province de Sindh⁵⁹.

Front national sindh (Sindh National Front – SNF) : Le SNF a été fondé en 1989 par son dirigeant actuel, Mumtaz Ali Bhutto, après la dissolution du Front Sind-Baloutche-Pachto (Sindh-Baluch-Pushtoon Front – SBPF)⁶⁰. Le SNF appuie une confédération des provinces du Pakistan, tout comme le SBPF⁶¹.

Autres partis représentés à l'Assemblée nationale :

Parti du peuple pakistanais (PPP) : Le PPP a été créé au départ en 1967 par Zulfikar Ali Bhutto à l'appui d'un socialisme islamique, de la démocratie et du non-alignement dans les affaires internationales⁶². En 1977, le général Zia ul-Haq a défait le gouvernement PPP et, en 1979, M. Bhutto a été exécuté⁶³. Sa veuve, M^{me} Begum Nasrat, et sa fille, Benazir, sont par la suite devenues les dirigeantes du parti⁶⁴. M^{me} Benazir Bhutto a été la première ministre du Pakistan de nombreuses fois et est présidente à vie du parti⁶⁵. En raison d'accusations à l'égard de diverses infractions pénales, elle conserve son poste à partir de l'étranger⁶⁶.

Dans le but de contourner la réglementation empêchant des personnes condamnées pour activités criminelles de se porter candidates à des postes électifs, on constituait en 2002 le groupe des **Parlementaires du Parti du peuple pakistanais (PPPP)**⁶⁷. Se présentant au sein de l'**Alliance pour la restauration de la démocratie Alliance for the Restoration of Democracy – ARD)**⁶⁸, le parti a remporté 81 sièges à l'Assemblée nationale deux mois plus tard⁶⁹. Dix membres du PPPP se sont ultérieurement dissociés du parti et six d'entre eux ont obtenu des postes au cabinet⁷⁰. Ce groupe dissident s'appelle **PPPP (Patriotes) (PPPP-P)**⁷¹. En 2004, le **PPP (Sherpao)** et le PPPP-P ont fusionné pour constituer le PPP officiel actuel⁷².

Benazir Bhutto occupe la présidence à vie du PPP initial; M. Makhdoom Amin Fahim est le président et le dirigeant au Sénat du PPPP; M. Chawdry Aitzaz Ahsan est le

meneur du PPPP à l'Assemblée nationale et M. Rao Sikander Iqbal est le dirigeant de l'actuel PPP officiel⁷³.

Conseil uni pour l'action (Muttahida Majlis-e-Amal – MMA) : Le MMA a été créé en 2001 par l'Assemblée du clergé islamique (Jamiat-ul-Ulema-e-Islam – JUI), l'Assemblée du clergé pakistanais (Jamiat-ul-Ulema-e-Pakistan – JUP), l'Islami Tehrik-i-Pakistan (TiP), l'Assemblée islamique pakistanaise (Jamaat-e-Islami-e-Pakistan – JIP), le Jamiat-e-Islami du Jammu-et-Cachemire et le Jamiat-e-Ahle Hadith (JAH)⁷⁴. Le JAH s'est dissocié du MMA avant la campagne électorale de 2002⁷⁵.

Le MMA préconise un retour à la constitution, la création d'un État islamique et un règlement négocié du problème du Cachemire⁷⁶. Le MMA s'oppose à la fois au Décret de 2002 servant de Cadre juridique (DCJ) et à l'appui de M. Musharraf à la [traduction] « guerre au terrorisme » des États-Unis (É.-U.)⁷⁷. M. Qazi Hussain Ahmad est le dirigeant du MMA⁷⁸. Les membres du MMA sont :

Assemblée du clergé islamique (Jamiat-ul-Ulema-e-Islam – JUI) : La JUI a été créée en 1950 sur la base d'un engagement à la gouvernance conformément à l'islam sunnite⁷⁹. Il existe actuellement deux factions de la JUI : la JUI-S (également connue sous le nom de JUI-Haq), dirigée par Sami ul-Haq, et la JUI-Fazlur (JUI-F), dirigée par Fazlur Rahman⁸⁰. Lors des élections à l'Assemblée nationale de 2002, la JUI-F a remporté 41 sièges du MMA et la JUI-S, 2 sièges⁸¹.

Assemblée du clergé pakistanais (Jamiat-ul-Ulema-e-Pakistan – JUP) : La JUP a été créée en 1968⁸² et préconise les principes sunnites modérés⁸³. La JUP n'a obtenu aucun siège lors des élections à l'Assemblée nationale d'octobre 2002 et est dirigée par Shah Farid al-Haq⁸⁴.

Islami Tehrik-i Pakistan (TiP) (également Tehrik Millat-e-Islami Pakistan) : Le TiP musulman chiite a été interdit en novembre 2003⁸⁵. Le TiP est le successeur du **Tehrik-e-Jafariya-e-Pakistan** interdit, groupe ayant de forts liens avec le **Sipah-i-Muhammad** (voir « Groupes armés et autres intervenants non étatiques »)⁸⁶. Le TiP n'a remporté aucun siège aux élections à l'Assemblée nationale d'octobre 2002⁸⁷. Le TiP est dirigé par Allama Sajid Ali Naqvi⁸⁸.

Assemblée islamique du Pakistan (Jamaat-e-Islami-e-Pakistan ou JIP) : Créée en 1941, la JIP islamiste sunnite est un parti politique hautement organisé au Pakistan⁸⁹. La JIP a remporté 17 sièges aux élections à l'Assemblée nationale d'octobre 2002⁹⁰. Amir Qazi Hussain Ahmad est le chef du parti⁹¹. Le **Jamiat-e-Islami de Jammu-et-Cachemire** est une division officielle de la JIP⁹².

Ligue musulmane du Pakistan - Nawaz (PML-N) : La PML-N a été créée en 1993⁹³. Active dans le cadre de l'ARD⁹⁴ et dirigée par l'ancien premier ministre, M. Nawaz Sharif, la PML-N a remporté 19 sièges aux élections à l'Assemblée nationale d'octobre 2002⁹⁵. En 2003, président par intérim du parti, Javed Hashmi, a été arrêté pour diffusion de correspondance présumée opposée à M. Musharraf⁹⁶. M. Hashmi a été condamné pour trahison en 2004⁹⁷. Le dirigeant du parti est Mian Shahbaz Sharif⁹⁸.

Mouvement national unifié (Mouvement Muttahida Qaumi – MQM)⁹⁹ : À sa fondation en 1978, le MQM était l'organisation de l'ensemble des étudiants mohajirs du Pakistan et a pris le nom de Mouvement Mohajir Qaumi en 1984 et, enfin, de Mouvement Muttahida Qaumi en 1997¹⁰⁰. Le MQM favorise la démocratie et appuie les intérêts des Mohajirs, migrants de l'Inde parlant ourdou¹⁰¹. Le dirigeant du MQM est M. Aftab Sheikh¹⁰².

Parti Jamhoori Watan (Jamhoori Watan Party – PJW) : Le PJW est le successeur de l'Alliance nationale du Baloutchistan (Baluchistan National Alliance – BNA) et a obtenu un siège aux élections à l'Assemblée nationale d'octobre 2002¹⁰³. Son dirigeant, Nawab Akbar Bugti, a été assassiné le 26 août 2006¹⁰⁴.

Mouvement pour la justice (Pakistan Tehrik-e-Insaaf – PTI) : Le PTI, créé en 1996, préconise la croissance économique et un État providence¹⁰⁵. Imran Khan, ancien capitaine de l'équipe nationale de cricket du Pakistan, est le fondateur et le dirigeant du PTI et a obtenu un siège aux élections à l'Assemblée nationale d'octobre 2002¹⁰⁶.

Parti Pakhtoonkhwa Milli Awami (PkMAP) : Le PkMAP préconise un surcroît d'autonomie pour la Province frontalière du Nord-Ouest et est appuyé surtout par les Afghans de la région¹⁰⁷. Le parti a obtenu un siège aux élections à l'Assemblée nationale d'octobre 2002 et est dirigé par Mahmood Khan Achakzai¹⁰⁸.

Autres partis¹⁰⁹

Conférence pakistanaise Jammu-et-Cachemire (All Pakistan Jammu and Kashmir Conference), Parti national Awami (Awami National Party – ANP), Parti national du Baloutchistan (Baluchistan National Party – BNP), Parti communiste Mazdoor Kissan (Communist Mazdoor Kissan Party – CMKP), Parti communiste du Pakistan (Communist Party of Pakistan – CPP), Islami Jamhoori Mataz (IJM), Parti travailliste du Pakistan (Labor Party of Pakistan), Millat-e-Islamia (MI), Mouvement Muhajir Qaumi du Pakistan (Muhajir Qaumi Movement Pakistan – MQM Pakistan), Mouvement Muttahida Qaumi-Altat (Muttahida Qaumi Movement-Altat – MQM-A), Mouvement Muttahida Qaumi-Haqiqi (Muttahida Qaumi Movement-Haqiqi – MQM-H), Front démocratique national (National Democratic Front), Parti populaire national (National People's Party – NPP), Parti national des travailleurs (National Workers' Party), Parti national (National Party – NP), Parti démocratique du Pakistan (Pakistan Democratic Party – PDP), Mouvement du peuple pakistanaise (Pakistan Awami Tehrik – PAT), Parti politique chiite du Pakistan (Pakistan Shia Political Party – PSPP), Parti Pakhtun Quami (Pakhtun Quami Party – PQP), PPP (Shaheed Bhutto) (PPP-SB), Parti du leadership du peuple (Parti Awami Qiadat – AQP), Punjabi Pakhtoon Ittehad – PPI, Mouvement pour le service (Khaksar Tehrik), Parti Taraqi Tassand du Sind (Sindh Taraqi Tassand Party – STTP), Parti social-démocrate du Pakistan (Social Democratic Party of Pakistan), Mouvement solidarité (Tehrik-e-Istiqlal), Parti des travailleurs et des paysans (Mazdoor Kissan Party – MKP).

4. GROUPES ARMÉS ET AUTRES ACTEURS NON ÉTATIQUES

Al-Qaïda : Al-Qaïda est une organisation sunnite militante fonctionnant sur le principe de la [traduction] « guerre sainte défensive »¹¹⁰. Les membres d'al-Qaïda sont appelés au combat en cas d'actions qui, selon eux, constituent des opérations de sape ou des attaques contre les musulmans¹¹¹. Au moment de la publication du présent *Document d'information sur un pays*, les plus fortes concentrations de membres d'al-Qaïda se trouvent en Afghanistan et au Pakistan¹¹². Par conséquent, puisque l'al-Qaïda est un réseau organisé de façon peu structurée, il est difficile d'évaluer le nombre précis de ses membres, qui peut varier de plusieurs centaines à plusieurs milliers¹¹³. Le dirigeant d'al-Qaïda est Oussama ben Laden¹¹⁴.

Armée des purs (Lashkar-i-Taiba – LiT) : La LiT a été fondée en 1993 comme aile militaire du groupe religieux **Markaz ad-Dawa Wal Irshad**¹¹⁵. Par la lutte armée, la LiT vise un Cachemire dépendant et islamique¹¹⁶. Le dirigeant de la LiT est Hafiz Mohammed Sayeed¹¹⁷.

Gardiens des amis du Prophète (Sipah-i-Sahaba – SiS) : Le SiS est une organisation sunnite militante créée en 1982 qui a de forts liens avec les groupes sectaires armés **Lashkar-i-Jhangvi (LiJ)** et **Tehrik-e-Nifaz-e-Shariat-e-Mohammadi (TNSM)**¹¹⁸. Par la lutte armée, le SiS vise à établir un État sunnite gouverné totalement par la charia¹¹⁹. À la suite d'une interdiction gouvernementale, le SiS a changé de nom pour **Millat-i-Islamia Pakistan (MIP)**¹²⁰. Le MIP a été par la suite interdit en novembre 2003¹²¹. Le dirigeant du SiS est le maulana Muhammad Ahmad Ludhianvi¹²².

Harkat-ul-Mujaheddin al-Alami (HMA) : Le HMA est un groupe dissident du **Hizb-ul-Mujaheddin (HuM)** ayant des liens avec le **Harkat-ul-Jihad-i-Islami** par l'alliance **313**¹²³. Le HMA aurait été impliqué dans la tentative d'assassinat contre le président Musharraf en avril 2002 et un bombardement au consulat américain de Karachi en juin 2002¹²⁴.

Hizb-ut-Tahrir : Interdit en novembre 2003 par le gouvernement pakistanais, le Hizb-ut-Tahrir travaille à partir de Londres (Angleterre)¹²⁵. Même si le Hizb-ut-Tahrir aurait renoncé au terrorisme, on pense que le groupe est lié à plusieurs groupes de la « djihad » à l'échelle mondiale¹²⁶.

Mouvement mahométan pour l'application de la loi islamique (Tehrik-e-Nifaz-e-Shariat-e-Mohammadi – TNSM) : Interdit en janvier 2002, le mouvement fondamentaliste TNSM a des liens avec les régions septentrionales de Malakand et de Swat et a menacé d'attaquer les citoyens et les biens américains¹²⁷. Les dirigeants du TNSM sont les maulanas Sufi Muhammad et Muhammad Alam¹²⁸.

Mouvement des combattants de la guerre sainte de Mahomet (Jaish-e-Muhammad Mujaheddin-e-Tanzeem – JeM ou JMMT) : Le JeM a été mis sur pied en février 2000 et vise la création, par la violence, d'un Cachemire islamique indépendant¹²⁹. Le groupe a été interdit en janvier 2002 et a subséquemment pris le nom de **Khudam-ul-Islam**¹³⁰. Le

Khudam-ul-Islam a été interdit en novembre 2003, tout comme les groupes connexes **Jamaat-al-Ansar** et **Jamaat-ul-Furqan (JuF)**¹³¹. Le dirigeant du JeM est le maulana Masood Azhar¹³².

Sipah-i-Muhammad (SMP) : Le SMP est une organisation extrémiste chiite et l'un des principaux intervenants dans la violence sectaire au Pakistan¹³³. Le SMP a été mis hors-la-loi en août 2001¹³⁴.

Tehrik-e-Pakistan (fondé sous le nom de Tehrik-e-Jafria-e-Pakistan – TJP) : Le TJP a été créé en 1987 et, à la suite d'une interdiction de ses activités par le gouvernement en janvier 2002, il a pris le nom de Tehrik-e-Pakistan¹³⁵. Le dirigeant du TJP est Allama Sajid Ali Naqvi¹³⁶.

5. PERSPECTIVES D'AVENIR

Les mandats du président et du premier ministre arrivent à échéance en 2007¹³⁷. Le président Musharraf a déclaré qu'il se représentera aux élections¹³⁸. Il a aussi mentionné que les deux anciens premiers ministres, à savoir M^{me} Benazir Bhutto et M. Nawaz Sharif, ne seront pas autorisés à être candidats aux élections¹³⁹. Dans un article du 6 décembre 2006, un porte-parole du PPP a exprimé ses inquiétudes concernant l'intégrité du processus électoral des prochaines élections¹⁴⁰.

¹ Canada 29 sept. 2006.

² *Ibid.* 15 déc. 2006.

³ *Political Handbook of the World: 2005-2006* déc. 2005, 880.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*

⁸ *Ibid.*

⁹ *Ibid.*

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ *Ibid.*

¹² *Ibid.*

¹³ *Ibid.*

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ *Ibid.*, 881.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ *Ibid.*

²¹ *Ibid.*

²² *Ibid.*

²³ *Ibid.*

²⁴ *Ibid.*

²⁵ *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 3375.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ BBC 5 déc. 2006.

²⁸ *Ibid.*

- ²⁹ *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 3375.
- ³⁰ BBC 5 déc. 2006.
- ³¹ *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 3372.
- ³² *Ibid.*
- ³³ *Political Handbook of the World: 2005-2006* déc. 2005, 883.
- ³⁴ *Ibid.*
- ³⁵ *Ibid.*
- ³⁶ *Ibid.*
- ³⁷ *Ibid.*
- ³⁸ *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 3374-3375.
- ³⁹ BBC 6 sept. 2006.
- ⁴⁰ *Ibid.* 28 sept. 2006.
- ⁴¹ *Ibid.* 6 sept. 2006.
- ⁴² *Ibid.*
- ⁴³ *Ibid.* 28 sept. 2006.
- ⁴⁴ *Ibid.*
- ⁴⁵ *Political Handbook of the World: 2005-2006* déc. 2005, 884.
- ⁴⁶ *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 3391.
- ⁴⁷ *Ibid.*
- ⁴⁸ *Political Handbook of the World: 2005-2006* déc. 2005, 884.
- ⁴⁹ *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 459.
- ⁵⁰ *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 3391.
- ⁵¹ *Political Handbook of the World: 2005-2006*.déc. 2005, 884.
- ⁵² *Ibid.*
- ⁵³ *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 3390.
- ⁵⁴ *Ibid.*, 3391.
- ⁵⁵ *Ibid.*
- ⁵⁶ *Political Handbook of the World: 2005-2006* déc.2005, 884.
- ⁵⁷ *Ibid.*
- ⁵⁸ *Ibid.*
- ⁵⁹ *Ibid.*
- ⁶⁰ *Ibid.*
- ⁶¹ *Ibid.*
- ⁶² *Political Parties of the Worl.* 24 janv.2005, 459.
- ⁶³ *Ibid.*
- ⁶⁴ *Ibid.*
- ⁶⁵ *Political Handbook of the World: 2005-2006* déc. 2005, 885.
- ⁶⁶ *Ibid.*
- ⁶⁷ *Ibid.*
- ⁶⁸ *The Europa World Year Book 200.* 10 juin 2006, 3390.
- ⁶⁹ *Political Handbook of the World: 2005-2006* déc. 2005, 885.
- ⁷⁰ *Ibid.*
- ⁷¹ *Ibid.*
- ⁷² *Ibid.*
- ⁷³ *Ibid.*
- ⁷⁴ *Ibid.*, 885-86.
- ⁷⁵ *Ibid.*, 885.
- ⁷⁶ *Ibid.*
- ⁷⁷ *Ibid.*
- ⁷⁸ *Ibid.*
- ⁷⁹ *Ibid.*
- ⁸⁰ *Ibid.*
- ⁸¹ *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 458.
- ⁸² *Political Handbook of the World: 2005-2006* déc. 2005, 886.
- ⁸³ *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 458.

- ⁸⁴ *Political Handbook of the World: 2005-2006* déc. 2005, 886.
- ⁸⁵ *Ibid.*
- ⁸⁶ *Ibid.*
- ⁸⁷ *Political Parties of the World*. 24 janv. 2005, 457.
- ⁸⁸ *Political Handbook of the World: 2005-2006* déc. 2005, 886.
- ⁸⁹ *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 457-58.
- ⁹⁰ *Ibid.*, 458.
- ⁹¹ *Political Handbook of the World: 2005-2006* déc. 2005, 886.
- ⁹² *Ibid.*
- ⁹³ *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 3391.
- ⁹⁴ *Ibid.*, 3390.
- ⁹⁵ *Political Handbook of the World: 2005-2006* déc. 2005, 886.
- ⁹⁶ *Ibid.*
- ⁹⁷ *Ibid.*
- ⁹⁸ *Ibid.*
- ⁹⁹ *Ibid.*
- ¹⁰⁰ *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 3390.
- ¹⁰¹ *Ibid.*
- ¹⁰² *Ibid.*
- ¹⁰³ *Political Handbook of the World: 2005-2006* déc. 2005, 887.
- ¹⁰⁴ *Ibid.*; BBC 1^{er} sept. 2006.
- ¹⁰⁵ *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 460.
- ¹⁰⁶ *Ibid.*
- ¹⁰⁷ *Political Handbook of the World: 2005-2006* déc. 2005, 887.
- ¹⁰⁸ *Ibid.*
- ¹⁰⁹ Compilé de : *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006; *Political Handbook of the World: 2005-2006* déc. 2005; *Political Parties of the World* 24 janv. 2005; États-Unis 19 sept. 2006.
- ¹¹⁰ MIPT 7 nov. 2006.
- ¹¹¹ *Ibid.*
- ¹¹² *Ibid.*
- ¹¹³ The Jamestown Foundation 7 juill. 2005.
- ¹¹⁴ MIPT7 nov. 2006.
- ¹¹⁵ *Political Handbook of the World: 2005-2006* déc. 2005, 888.
- ¹¹⁶ R.-U. 2006.
- ¹¹⁷ *Political Handbook of the World: 2005-2006* déc. 2005, 888.
- ¹¹⁸ *Ibid.*
- ¹¹⁹ R.-U. 2006.
- ¹²⁰ *Political Handbook of the World: 2005-2006* déc. 2005, 888.
- ¹²¹ *Ibid.*
- ¹²² *Ibid.*
- ¹²³ *Ibid.*
- ¹²⁴ *Ibid.*
- ¹²⁵ *Ibid.*
- ¹²⁶ *Ibid.*
- ¹²⁷ *Ibid.*
- ¹²⁸ *Ibid.*
- ¹²⁹ *Ibid.*
- ¹³⁰ *Ibid.*
- ¹³¹ *Ibid.*
- ¹³² *Ibid.*
- ¹³³ *Ibid.*, 886.
- ¹³⁴ *Ibid.*
- ¹³⁵ *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 3391.
- ¹³⁶ *Ibid.*
- ¹³⁷ É.-U. 19 sept. 2006.

¹³⁸ *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 3371.

¹³⁹ *The Balochistan Times* 6 déc. 2006.

¹⁴⁰ *Ibid.*

BIBLIOGRAPHIE

The Balochistan Times [Quetta]. 6 décembre 2006. « PPP Rejects General Musharraf's Remarks About Elections ». (Factiva)

British Broadcasting Corporation (BBC). 5 décembre 2006. « Musharraf Pushes Kashmir Proposal ». <http://newsvote.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/2/south_asia/6208660.stm> [Date de consultation : 6 déc. 2006]

_____. 28 septembre 2006. « Afghan Attacks Up Despite Truce ». <http://newsvote.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/2/south_asia/5389094.stm> [Date de consultation : 6 déc. 2006]

_____. 6 septembre 2006. Barbara Plett. « Analysis: Pakistan's Deal with "Taleban" ». <http://newsvote.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/2/south_asia/5320692.stm> [Date de consultation : 6 déc. 2006]

_____. 1^{er} septembre 2006. « Lonely Burial for Baloch Leader ». <http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/5304594.stm> [Date de consultation : 7 déc. 2006]

Canada. 15 décembre 2006. Banque du Canada. « Daily Currency Converter ». <<http://www.bankofcanada.ca/fr/taux/convertisseur.html>> [Date de consultation : 3 oct. 2006]

_____. 2 octobre 2006. Banque du Canada. « Daily Currency Converter ». <<http://www.bankofcanada.ca/fr/taux/convertisseur.html>> [Date de consultation : 2 oct. 2006]

Council on Foreign Relations. 7 juillet 2005. « Al-Qaeda ». *Backgrounder*. <<http://www.cfr.org/publication/9126/>> [Date de consultation : 5 déc. 2006]

États-Unis (É.-U.). 19 septembre 2006. Central Intelligence Agency (CIA). « Pakistan ». *The World Factbook*. <<https://cia.gov/cia/publications/factbook/geos/pk.html>> [Date de consultation : 27 sept. 2006]

Ethnologue: Languages of the World. 2005. « Languages of Pakistan ». <http://www.ethnologue.com/show_country.asp?name=VC> [Date de consultation : 29 sept. 2006]

The Europa World Year Book 2006. 10 juin 2006. Vol. 2. « Pakistan. ». Londres : Routledge.

- The Jamestown Foundation. 7 octobre 2004. Vol. 2, n° 19. « The New Face of Al-Qaeda in Pakistan ». *Terrorism Monitor*.
<http://www.jamestown.org/publications_details.php?volume_id=400&issue_id=3101&article_id=2368659> [Date de consultation : 5 déc. 2006]
- The National Memorial Institute for the Prevention of Terrorism (MIPT).
7 novembre 2006. « al-Qaeda ». *Group Profile*.
<<http://www.tkb.org/Group.jsp?groupID=6>> [Date de consultation : 6 déc. 2006]
- Nations Unies (ONU). 2006. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). « Pakistan ». *Human Development Report 2006*.
<http://hdr.undp.org/hdr2006/statistics/countries/data_sheets/cty_ds_PAK.html>
[Date de consultation : 16 nov. 2006]
- Pakistan. 25 novembre 2006. National Assembly of Pakistan. « List of Political Parties in Current Assembly ». <<http://www.na.gov.pk/membres.htm>> [Date de consultation : 27 nov. 2006]
- _____. 1973 (dernière modification le 20 janvier 2004). *The Constitution of the Islamic Republic of Pakistan*. (Site Internet des Presses du Pakistan)
<<http://www.pakistani.org/pakistan/constitution/>> [Date de consultation : 3 oct. 2006]
- _____. S.d. Ministry of Information and Broadcasting. « Government Structure ». <http://www.infopak.gov.pk/structure_government.aspx> [Date de consultation : 3 oct.2006]
- Political Handbook of the World: 2005-2006*. Décembre 2005. « Pakistan ». Sous la direction d'Arthur Banks, Thomas Muller et William Overstreet. Washington, DC : CQ Press.
- Political Parties of the World*. 24 janvier 2005. 6th ed. Sous la direction de Bogdan Szajkowski. Londres : John Harper Publishing.
- Royaume-Uni (R.-U.). 2006. Home Office. « List of Proscribed Terrorist Groups ». <<http://www.homeoffice.gov.uk/security/terrorism-and-the-law/terrorism-act/proscribed-groups>> [Date de consultation : 21 nov. 2006]
- Secrétariat des pays du Commonwealth (SC). 10 octobre 2002. « Pakistan National and Provincial Assembly Elections ». *The Report of the Commonwealth Observer Group*.
<http://www.thecommonwealth.org/Shared_ASP_Files/UploadedFiles/AD15C57A-DEB5-4B54-881B-78B4812459DD_Pakistan2002...OGReport-web.pdf> [Date de consultation : 3 oct. 2006]

Transparency International (TI). 7 décembre 2006. *Global Corruption Barometer 2006*.
<http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/gcb> [Date de
consultation : 7 déc. 2006]

_____. 6 novembre 2006. *Corruption Perceptions Index 2006*.
<[http://www.transparency.org/layout/set/print/news_room/in_focus/cpi_2006/cpi_t
able](http://www.transparency.org/layout/set/print/news_room/in_focus/cpi_2006/cpi_table)> [Date de consultation : 6 nov. 2006]